



CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-011 DU 23 MAI 2019 RELATIVE A LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS D'UTILISATION DES RÉSEAUX PUBLICS D'ÉLECTRICITÉ TURPE 6

PREAMBULE

Tout d'abord, la forme donnée à cette consultation -en 3 temps- ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble de la structure du prochain tarif.

Il aurait été utile de connaître l'appréciation de la CRE sur les différentes contributions de la consultation N°2019-003 et surtout de savoir quelles conclusions et/ou perspectives en tire la CRE pour les consultations suivantes, la structure globale du tarif et surtout vis-à-vis d'une organisation du secteur de l'énergie qui reste perfectible et d'une libéralisation néfaste. Nous renvoyons évidemment la CRE vers notre contribution à la consultation N°2019-003, que cela soit en termes de préambule, que de réponses aux questions.

Le bilan des tarifs précédents, des résultats des sociétés gestionnaires (aussi bien du point de vue technique, financier, économique...) sont des préalables à la nouvelle construction tarifaire. Plus largement, la préparation tarifaire des prochaines périodes doit aussi se construire en faisant le bilan global de la dérégulation et la privatisation des entreprises.

L'acceptabilité des futurs tarifs pour les usagers est un enjeu fort. En ce sens, la question du coût du capital doit être mise sur la table. La création de valeur pour les Sociétés gestionnaires (donc les actionnaires de RTE et ENEDIS) que cela soit au travers de l'augmentation de leurs Bases d'Actifs Régulés respectives ou de la distribution de dividende doit être questionnée au préalable. Actuellement ces remontées sont bien supérieures à la moyenne des entreprises du CAC 40. De plus, un tel niveau met en danger les missions et activités de service public des opérateurs.

Si le sujet des grilles tarifaires, abordé dans cette première consultation, impacte l'utilisation du réseau, il n'en est qu'une composante. Pour nous, la priorité doit être de définir un tarif permettant les investissements nécessaires à la réponse aux besoins des usagers, plutôt qu'une réponse aux exigences du marché.

D'autre part, les évolutions tarifaires ne peuvent accentuer un déséquilibre déjà bien présent entre usagers domestiques et professionnels.

Le FNME CGT est viscéralement attachée à la péréquation tarifaire sur l'ensemble du territoire. L'accès égal à tous à l'énergie, indépendamment du lieu de vie ou de travail, est un des facteurs essentiel à l'aménagement du territoire.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans des consultations précédentes, le système de nouveaux comptages doit bénéficier avant tout à ceux qui l'ont financé, c'est dire l'ensemble des usagers. Or, force est de constater qu'ils en sont pour l'instant les grands perdants. Hausse des factures, absences d'explications... Plutôt que de s'évertuer à être dans une logique de gains de productivité sur les coûts de comptage, il est indispensable d'intégrer le financement des services nécessaires et des moyens associés, comme par exemple le suivi des consommations et le conseil aux usagers afin d'optimiser celles-ci.

Comme nous l'avons pointé du doigt à maintes reprises, le TURPE doit permettre de répondre aux exigences du service public par les gestionnaires de réseaux. C'est pourquoi un nouvel équilibre doit être trouvé entre tarif supporté par les usagers, besoin en investissements et moyens humains pour un prix le plus juste.

Les enjeux à venir, tel que le développement des véhicules électriques et des EnR impliquent que les gestionnaires de réseau se dotent de moyens à la hauteur de ces enjeux, tant sur les investissements (CAPEX) que sur les budgets d'exploitations (OPEX).

La poursuite de la baisse des effectifs contribue à une dégradation du service de proximité rendu aux territoires et à une accentuation du mécontentement, notamment le report des dépannages de 17h00 à 6h00. Ceci engendre, par exemple, des difficultés dans les négociations du renouvellement des concessions de distribution et de leur durée.

QUESTIONS

Question 1: Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

L'essentiel de notre réponse réside dans le préambule. Cependant, nous nous permettons d'insister sur deux points:

- La tarification doit refléter les coûts engendrés par chaque catégorie d'utilisateurs, y compris les utilisateurs qui injectent sur le réseau.
- Comme nous l'avons déjà exprimé précédemment, l'horosaisonnalité ne doit pas être un moyen de remettre en cause les tarifs régulés et ne doit pas participer à l'augmentation globale des factures de chacun des usagers

Les critères imposés par la CRE induisent de plus en plus de complexité tarifaire et vont donc à l'encontre des critères de lisibilité et de simplification.

Question 2: Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Nous sommes favorables à la tarification de l'injection qui rééquilibrerait les coûts entre usagers et producteurs.

Nous sommes favorables à une politique tarifaire qui permette d'inciter à équilibrer la production et la consommation tout en évitant une dérive amenant à une remise en cause de la péréquation. Cette politique tarifaire ne doit pas se faire par l'horosaisonnalité.

Question 3: Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Nous sommes favorables à une tarification de l'injection. Pas de remarques sur le découpage proposé.

Question 4: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Nous sommes très dubitatifs sur le fait que les coûts de gestion pour le distributeur n'aient pas été "significativement modifiés", sauf à intégrer les importants gains de productivité ayant un impact, lui, très significatif pour les usagers et les salariés.

Question 5: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

Aujourd'hui seulement 2/3 des compteurs Linky sont installés, chiffrer précisément la baisse des coûts de comptage sans avoir de retour sur l'obsolescence de ce matériel nous semble très prématuré.

Question 6: Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Notre réponse est dans le préambule.

Question 7: Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Question 8: Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Question 9: Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Réponses 7-8-9: il ne s'agit pas d'une prérogative spécifique du distributeur.

La généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles pourrait simplifier le tarif, sauf que les fournisseurs continueront à proposer une multitude d'offres. Nous devons aussi accompagner les plus démunis en réduisant la précarité énergétique.

Question 10: Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Les usagers n'ayant pas de compteurs communicants ne doivent pas être pénalisés financièrement au travers d'un service payant supplémentaire.

Les usagers réfractaires au déploiement de Linky sont liés aux manquements de l'entreprise en termes de communication et de service de proximité, de la dégradation du service public (pédagogie, manque d'appropriation par les salariés avec le développement de la sous-traitance, opacité sur les questions de confidentialité des données...).

Question 11: Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Pas de réponse car peu ou pas utilisé.

Question 12: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Nous ne voyons pas l'intérêt de cette question sachant qu'actuellement les offres de ce type sont de toute façon proposées par différents fournisseurs...

Question 13: Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Voir réponse 9.

Question 14: Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Nous ne sommes pas défavorables à une expérimentation puis à un retour d'expérience piloté par la CRE pour éviter d'éventuelles dérives contraire à l'intérêt général et à la péréquation tarifaire. Dans tous les cas, les plages de modifications possibles doivent être encadrées par le régulateur

Question 15: Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Même réponse que pour la question 14.

Question 16: Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

On ne peut être que favorable Cela étant, attention à ce que les installations soient adaptées à une évolution de la demande.

Question 17: Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

L'absorption, comme la fourniture d'ailleurs, de puissance réactive doit être encadrée dans tous les domaines, y compris financiers. Le fait d'envisager de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées ne va pas en ce sens.

Question 18: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Un rééquilibrage raisonnable entre injection et soutirage doit être étudié.

Question 19: Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Nous sommes dubitatifs. On sent poindre une usine à gaz tarifaire avec le développement de l'auto consommation et dans le principe de péréquation.

Il est nécessaire de créer une égalité entre usagers producteurs et usagers consommateurs qui utilisent la même maille de réseau.

Question 20: Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Nous sommes favorables à condition que cela permette le développement des EnR au bon endroit permettant une stabilité du réseau et un moindre coût sur ceux-ci.

Question 21: Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Même réponse que pour la question 20

Question 22: Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?

Oui nous sommes favorables que cette charge soit supportée par le producteur. Ne faudrait-il pas envisager un système similaire pour les transits transfrontaliers ?